

# JEUNE AFRIQUE

En savoir plus :  
<http://economie.jeuneafrique.com/regions/international-panafricain/24061-afrique-france-place-au-business.html>

## ANALYSE

### Afrique-France : place au business

vendredi 06 février 2015 09:30 PAR ALAIN FAUJAS

**Lors du sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria, le 17 mai 2014. ©Alain Jocard/AFP**

Après avoir convaincu ses pairs d'élaborer une stratégie commune en matière de lutte antiterroriste et les avoir sensibilisés à la question du climat, le président français espère doper le business avec le continent. Ce sera l'enjeu du forum franco-africain, qui se tient à Paris ce vendredi 6 février.

Quatorze mois après le sommet Afrique-France, réuni à Paris le 6 décembre 2013, le chef de l'État français garde le cap qu'il avait alors fixé. Ses trois priorités demeurent, dans l'ordre, la sécurité, le climat et les relations économiques. Pour les deux premières, la mobilisation commence à produire ses effets. En ce qui concerne la sécurité, les jalons posés au forum de Dakar les 15 et 16 décembre derniers, la prise de conscience des États africains qu'ils devront se substituer un jour à la France pour d'autres opérations Serval ou Sangaris et le départ du président burkinabè Blaise Compaoré ont permis au Mali, au Burkina Faso, à la Mauritanie, au Niger et au Tchad de se retrouver enfin sur la même longueur d'onde pour combattre le terrorisme. Une stratégie comparable prend forme contre Boko Haram avec le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

François Hollande ne manque pas non plus une occasion de parler à ses pairs africains de la lutte contre le réchauffement climatique. Dans la perspective de la conférence Paris Climat 2015, qui se tiendra au Bourget du 30 novembre au 11 décembre, le président français entend faire de l'Afrique une alliée pour parvenir à un accord mondial ambitieux comportant les fonds et l'aide technique nécessaires pour permettre aux pays en développement de maîtriser leurs émissions de gaz à effet de serre. La France contribuera pour 1 milliard de dollars (environ 885 millions d'euros) aux 10 milliards prévus dans le Fonds vert de l'ONU pour le climat.

Elle a également promis que l'Agence française de développement (AFD) consacrerait 1 milliard d'euros à cette question sur les 4 milliards qu'elle alloue au développement. Et elle a fait le forcing pour "verdir" l'aide européenne, obtenant que 20 % des sommes débloquées par le Fonds européen de développement (FED) soient affectés à la prévention des excès climatiques. En matière de relations économiques, les avancées sont beaucoup moins notables. Certes, on a fait en sorte que les entreprises françaises bénéficient de quelques retombées en contrepartie de la contribution de Paris à la défense du continent. La société Razel-Bec participera ainsi à la construction des camps de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma). Quant à l'armée tanzanienne, elle sera équipée pour la première fois d'hélicoptères de transport venus de l'Hexagone.

#### **"Attention positive"**

C'est mieux que rien. Mais les entreprises françaises continuent à perdre des parts de marché sur le continent, comme cela a été abondamment rappelé au Forum Afrique organisé le 20 janvier par Le Moci (Moniteur du commerce international), le Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian) et la chambre de commerce et d'industrie Paris - Île-de-France. Malgré la réorganisation des services et des stratégies commerciales. Et malgré les améliorations en matière de visas accordés par la France, basées sur les recommandations du rapport Védrine (remis en décembre 2013 en marge du sommet de l'Élysée) : désormais, les chefs d'entreprise africains peuvent bénéficier de visas multi-entrées d'une validité de cinq ans, et les ambassades ont établi des "listes d'attention positive" pour leur éviter d'humiliantes démarches.

Car il ne suffit pas de regrouper plusieurs services de l'État sous les casquettes "business France" ou "expertise France" pour aiguïser l'intérêt des entreprises de l'Hexagone pour l'Afrique ! Il ne suffit pas non plus de désigner comme nouveau marché à conquérir l'Afrique anglophone, nettement plus dynamique et plus peuplée que sa soeur francophone.

Les grandes entreprises - Total, Carrefour, Bolloré, Société générale ou Somdiaa -, qui ont leurs aises à l'international et fréquentent l'Afrique de longue date, souscrivent sans difficulté au baromètre du Cian, annonçant pour 2015 des "perspectives d'activité moins fortes, mais toujours en hausse" sur le continent. Elles savent "transformer le risque en opportunités". Elles ne se laissent pas impressionner par l'absence de visibilité politique, juridique et sociale, qui est le lot de nombreux pays africains, car elles ont appris que cette opacité - et les risques qui en découlent - est "compensée par un retour sur investissement élevé", comme le rappelle le Cian.

## **Craintes**

Mais les autres, les PME françaises focalisées sur leur marché national, voire européen, et ignorant par exemple l'explosion du téléphone portable en tant qu'outil à tout faire (banque, achat d'électricité, etc.) au Kenya, ont bien du mal à surmonter les craintes que leur inspirent les mauvais classements du climat des affaires publiés chaque année par la Banque mondiale, parce que l'État est mauvais payeur au Gabon ou la main-d'oeuvre peu qualifiée en Côte d'Ivoire, etc.

On a beau leur rappeler que les importations africaines croissent de 15 % par an depuis 2003 ou leur faire miroiter l'exemple des entreprises chinoises qui exportent à tour de bras, difficile de gommer pour autant l'image véhiculée par les médias français d'une Afrique martyrisée par les épidémies, les coups d'État et le terrorisme. L'afro-optimisme des fonds de placement occidentaux et la multiplication des sites d'information francophones consacrés au continent n'ont pas encore eu le temps de crédibiliser la montée en puissance de la fameuse classe moyenne africaine, facteur de paix, de stabilité et de création de richesses.

## **Réciproque**

La Fondation franco-africaine pour la croissance créée en juillet, dont l'architecte est Lionel Zinsou, deviendra opérationnelle le 6 février lors du Forum franco-africain pour une croissance partagée, coorganisé par l'Élysée, le ministère de l'Économie et des Finances et Medef International. Elle a du pain sur la planche car, pour promouvoir la coopération mutuelle chère à François Hollande, elle va devoir tisser - et vite ! -, par-dessus les mers et les déserts, une connaissance réciproque à partir de colloques, de forums, de rencontres, d'échanges techniques ou universitaires, de formations.

Comme le répète Richard Arlove, directeur général de la société mauricienne Abax Corporate Services, spécialisée dans l'accompagnement des investissements transfrontaliers : "La croissance, c'est beaucoup d'humain." Ajoutant que "grâce à sa diaspora la France a beaucoup d'atouts pour devenir un excellent partenaire des entreprises africaines". La place est désormais aux actes.